



A. Cukier, C. Lavergne et F. Delmotte (dir.), *Émancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Paris, éd. Croquant, 2013, p. 396.

L'émancipation demeure au centre des préoccupations des citoyens et des luttes sociales actuelles, que ce soit dans les processus révolutionnaires récents dans le monde arabe, les mouvements Occupy ou Indignés, l'émergence de fronts syndicaux et politiques contre les politiques d'austérité de l'Union européenne, mais aussi dans les résistances locales et expériences alternatives dans l'espace public ou les quartiers. La diversité de ces luttes en multiplie les usages et la signification, ce dont témoigne également son réinvestissement comme référent majeur de la critique sociale. À la fois discours académiques et contestations citoyennes et militantes, les critiques sociales connaissent depuis une quinzaine d'années des transformations décisives et renouvellent leurs approches de l'exploitation, de la précarité, de la domination de genre, de classe, de race. Ces discours et pratiques multiples contribuent à redéfinir le contenu et l'horizon de l'émancipation. Cet ouvrage propose d'interroger ces métamorphoses de la critique sociale contemporaine, et leur portée pour les luttes politiques, les théories de la société et la question de l'émancipation sociale¹.

L'idée d'émancipation a un temps fait l'objet de discrédit, notamment dans des discours « postmodernes » qui ne la faisaient pas survivre à « la fin des grands récits² ». L'émancipation en tant qu'elle vise une transformation – plus ou moins radicale – du présent en vue d'une société déprise des rapports sociaux inégalitaires (de classe, de sexe et de race), implique une perspective téléologique qui a pu cristalliser les critiques contre cette notion. Si l'on devait constater, à travers la catégorie d'émancipation, l'expression d'un objectif jugé fondamentalement irréal ou relevant d'un utopisme inconsistant, il faudrait certes se refuser, pour ce motif, à l'assumer en tant que norme susceptible d'orienter une action concrète ou un projet de transformation sociale. L'importance historique et culturelle des projets d'émancipation (dans leurs diverses expressions?: communistes, socialistes, anarchistes, féministes, décoloniales,?etc.) a pu cristalliser des espérances, puis susciter des déceptions qui contribuent parfois, au final, à sa remise en cause. En outre, la profusion de ses usages, et en particulier son réinvestissement dans des discours néolibéraux ou managériaux³, pourrait contribuer à jeter la suspicion sur sa réelle portée de transformation sociale : ils font en effet de l'émancipation un vecteur d'épanouissement de soi dans l'entreprise et le marché. Pourtant, s'il peut, comme nous le pensons, en exister une acception désignant des réalités sociales concevables, voire

observables, la question se pose, cette fois, de défendre sa légitimité à orienter la critique sociale différemment ou en complément d'autres notions, telles que le bonheur ou la justice. Constaté que l'horizon d'émancipation dans lequel s'est inscrite la critique sociale peut aujourd'hui poser problème ne revient donc nullement, pour nous, à en abandonner la visée. Notre projet a au contraire consisté à entreprendre un travail collectif – engagé dans cet ouvrage mais qui reste à poursuivre – de redéfinition, d'éclaircissement et de dialogue susceptible d'éclairer ses enjeux contemporains, dans l'idée de renforcer, autant que possible, sa capacité à animer des activités de transformation radicale de la société.

L'émancipation au cœur de la critique sociale : enjeux contemporains

Malgré ces objections persistantes, qui renvoient en partie à des difficultés réelles, l'émancipation est aujourd'hui à nouveau largement mobilisée tant dans le champ de la philosophie que de la sociologie, notamment dans une articulation à la critique et aux perspectives de transformations sociales. L'intérêt, par exemple, suscité par les travaux, si différents soient-ils, de Luc Boltanski⁴ ou de Jacques Rancière⁵, suffit à en témoigner. Mais elle est également au cœur de nombreuses autres perspectives théoriques récentes, également présentées dans cet ouvrage, qui cherchent à éclairer différemment l'enjeu de l'émancipation, en lien avec les transformations récentes du capitalisme, de la question sociale et des nouvelles formes de mobilisations⁶. Ces approches insistent notamment sur les nouvelles formes de domination et de processus réels ou possibles d'émancipation dans l'expérience du travail, des identités et des cultures, et cherchent à repenser dans cette perspective la manière dont les luttes et mouvements sociaux impliquent de nouveaux positionnements des discours critiques. Un premier objectif de cette publication est d'essayer de donner à voir et de questionner ces orientations de la recherche actuelle, et de les promouvoir, autant que possible, de manière accessible au plus grand nombre.

Les réflexions contemporaines sur les fins et les moyens de l'émancipation sociale ne peuvent pas être séparées du contexte social spécifique dans lequel elles se développent aujourd'hui, en rapport avec de nouvelles formes de domination que la critique sociale cherche à décrire, contester et combattre. Ce contexte contemporain est caractérisé, notamment, par le triomphe des politiques « néolibérales » et la dégradation socio-économique propre à la « crise du capitalisme », particulièrement en Europe. Le processus n'est certes pas entièrement nouveau. Depuis une trentaine d'années, la libéralisation des mouvements du capital a abouti, notamment, à une augmentation des logiques concurrentielles, à une forte désindustrialisation et à la destruction consécutive d'une partie du monde ouvrier. Elle a entraîné un chômage massif, le développement significatif de la précarisation des conditions de travail et de vie dans des secteurs sociaux toujours plus développés ainsi qu'une expansion, parmi les salariés, du sentiment d'insécurité sociale. Or, cette logique s'accroît ces dernières années, notamment en Europe, en posant toujours plus le problème de l'incapacité politique à l'enrayer, en dépit de mobilisations significatives ces dernières années, mais sans doute encore trop sporadiques pour produire des effets décisifs. Cette période historique et politique, dans la mesure où elle témoigne d'une recherche – certes difficile, tâtonnante et encore trop minoritaire – de nouvelles alternatives envisageables à cet ordre dominant, est évidemment un élément crucial pour expliquer le retour de la question de l'émancipation dans la critique sociale récente.

Si elle retrouve aujourd'hui une actualité, la signification même de l'émancipation n'en demeure pas moins « ?essentiellement contestée⁷? ». On associe le plus souvent

l'émancipation à une forme de libération, de déprise de rapports de domination, ou bien à l'affirmation et au renforcement d'une puissance d'agir collective ou individuelle, ou encore, dans une version légaliste, à la conquête de nouveaux droits. Un des points de départ de cet ouvrage est de considérer que la signification de l'émancipation ne peut pas être déconnectée des différents contextes historiques et sociaux dans lesquels les revendications d'émancipation sont formulées, et qui en informent directement le contenu. L'émancipation pour un manifestant tunisien lors des premières mobilisations contre Ben Ali pourra éventuellement avoir la même finalité politique générale que celle d'un travailleur en grève de l'usine Renault (de meilleures conditions de vie et de travail, l'extension des droits sociaux, le cas échéant une plus grande participation aux décisions politiques), mais elle n'aura pas la même signification pratique, stratégique et historique particulière. De même, des femmes de milieux ruraux engagées dans des mouvements d'émancipation féministes en Inde⁸ ne seront pas confrontées aux mêmes enjeux sociaux, ne s'appuieront pas sur les mêmes référents culturels et politiques, que des associations défendant l'égalité des droits et l'accès à la formation dans un quartier populaire en France. Cela ne signifie pas que la convergence politique des luttes soit impossible, ni que certains outils théoriques et politiques communs ne puissent pas être pertinents dans des contextes différents. Mais sauf à considérer que l'horizon de toutes les luttes peut converger dans un sens unique de l'histoire, force est de reconnaître que la notion d'émancipation prend sens dans la logique des résistances historiquement situées et peut donner lieu à des désaccords théoriques, sociaux et politiques.

L'interprétation qu'on peut faire de ces différents sens de l'émancipation comporte donc, suivant les cas, des implications pratiques diverses qui en constituent un des enjeux centraux. Par exemple, malgré le fait qu'impérialisme et capitalisme soient intrinsèquement liés, et que le dialogue entre ces perspectives constitue une des priorités de la critique sociale, comprendre l'émancipation comme désaliénation des rapports sociaux capitalistes dans le prolongement de Marx, ne revient pas au même, d'un point de vue théorique et pratique, que l'appréhender comme libération violente du contexte colonial ou postcolonial dans la continuité de Frantz Fanon⁹. De même, une critique théorique reconnaissant la nécessité, pour l'auto-organisation des travailleurs, de l'apport des sciences sociales comme facteur d'émancipation n'aura pas les mêmes prolongements pratiques qu'une réflexion qui voit dans ces dernières un facteur de domination et défend une forme plus spontanée de l'émancipation sociale. De fait, la perspective de l'émancipation peut être rattachée, ces derniers siècles et jusqu'à nos jours, à une multitude d'acteurs différents. Pour s'en tenir à quelques exemples frappants, cette notion peut être associée à la période des Lumières et de la Révolution française de même qu'au processus d'abolition de l'esclavage, aux combats anticoloniaux ou contre les discriminations religieuses, aux luttes féministes et à celles du mouvement ouvrier. Elle continue, notamment, d'imprégner des débats sur l'éducation ou la pédagogie¹⁰ et peut prendre sens, plus généralement, au sein du communisme, de l'anarchisme, du socialisme – représentés dans cet ouvrage –, mais aussi du républicanisme et du libéralisme par exemple, et mettre l'accent sur la centralité de la question de l'organisation politique, des institutions, du travail, du corps, de l'identité ou de la culture. Il importe donc de considérer les optiques de transformation sociale qui s'attachent aux divers sens de l'émancipation que mettent en jeu les critiques sociales contemporaines, et notamment de prendre en compte les différentes histoires dont elles héritent. Cette contextualisation permet de mettre au cœur de la critique théorique l'exigence d'une clarification de ses perspectives, en réponse aux problèmes de finalité, de possibilité ou de légitimité que peuvent poser les différentes approches de l'émancipation.

Quelles métamorphoses de la critique sociale ?

Notre ouvrage prend donc le parti d'interroger l'émancipation à partir des transformations récentes de la critique sociale théorique, dont nous avons cherché à réunir et mettre en dialogue certaines des perspectives majeures : théorie critique, études postcoloniales, féminisme, marxisme, anarchisme, démocratie radicale. Il entend ainsi contribuer, de manière pluraliste, mais théoriquement et politiquement engagée, à la réflexion vivante sur les rapports entre critique sociale et émancipation, qui ont fait l'objet de nombreuses publications récentes. Parmi eux, citons notamment, *Les mésaventures de la critique de Franck Poupeau* qui, dans une perspective bourdieusienne, interroge les raisons de l'échec de la critique sociale depuis les années 1990 à proposer une alternative consistante au néolibéralisme. L'ouvrage insiste particulièrement sur la nécessité pour la critique théorique comme pour une politique d'émancipation de prendre en compte les conditions sociales d'accès à la politisation des fractions sociales les plus défavorisées. Dans *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Philippe Corcuff part quant à lui du constat d'un renouveau de la critique à travers de nouvelles formes de mouvements sociaux (Occupy, Indignés, etc.), mais aussi dans la rue et sur internet, dans lesquels il voit des tentatives intéressantes pour dépasser la mélancolie des formes antérieures de critique sociale dues à leurs échecs au xxe siècle. Dans *Hémisphère gauche. Cartographie des pensées critiques*, Razmig Keucheyan propose pour sa part une présentation et une cartographie des nouvelles pensées critiques au niveau international, qu'il inscrit au sein d'une périodisation historique lui permettant d'en expliquer l'unité relative, ainsi que les enjeux pour l'avenir, essentiellement à partir des défaites du mouvement ouvrier au xxe siècle, mais aussi de l'échec des mouvements de contestation des années 1960 et 1970. Enfin, pour clore ce panorama nécessairement partiel, et limité aux travaux francophones récents, nous pouvons mentionner *Nouvelle critique sociale. Europe-Amérique latine. Aller-retour*, de Marc Maeschalck et Alain Loute, qui propose de déplacer l'approche occidentalocentrée de la critique sociale, en la confrontant au renouveau de la critique sociale en Amérique latine. Au moyen de ce dialogue, les auteurs cherchent à mettre en pratique une approche décoloniale de la critique afin de poser autrement que ne le font les traditions critiques occidentales la question du pouvoir ¹¹.

S'il se situe dans la continuité de ces travaux, notre ouvrage s'en distingue notamment par la volonté de réunir des chercheurs de générations, traditions théoriques et inscriptions militantes différentes autour de la question précise de l'émancipation. Il propose ainsi d'éclairer de manière pluraliste certaines des questions majeures de la critique sociale contemporaine, non pour aplatir les différences mais au contraire pour susciter au mieux une réflexion critique et un débat contradictoire : quels sont aujourd'hui les sujets et acteurs de l'émancipation et de la critique sociale ? Ont-ils les mêmes objets, les mêmes méthodes, les mêmes problèmes et objectifs théoriques et politiques ? Entretiennent-ils les mêmes rapports avec les discours militants et les pratiques politiques ?

À travers une série d'entretiens (Luc Boltanski, Jacques Rancière, Elsa Dorlin, Razmig Keucheyan) et de prises de positions théoriques, notre ouvrage interroge donc les possibles conflits des identités et des cultures sociales et politiques (Hourya Bentouhami, Olivier Voirol), confronte les pensées de l'émancipation aux questions de l'action syndicale révolutionnaire (Irène Pereira), du dépassement possible du capitalisme (Stéphane Haber), et de la centralité politique du travail (Alexis Cukier). Il propose en outre des pistes pour reconnecter la critique émancipatrice aux enjeux actuels de la question sociale (Fabien Delmotte) et notamment de l'engagement politique des classes populaires (Christian

Laval). S'il ne propose donc pas une définition exclusive de l'émancipation, ni une approche exhaustive (en sont absentes, notamment, l'écologie politique ou la question du cyberactivisme) ou unique des rapports entre critique sociale et émancipation, cet ouvrage collectif défend, dans l'ensemble, une position théorique et politique engagée, qui est liée à sa construction pluraliste?: celle de diverses formes, irréductibles les unes aux autres, mais dont des complémentarités et des alliances sont possibles, de l'auto-émancipation des dominés.

Un enjeu actuel, auquel entend contribuer, à sa mesure, cet ouvrage, est donc de combattre les discours qui ont produit une forme d'impuissance collective à l'égard des politiques dominantes, et de tâcher pour ce faire de repenser les voies possibles d'une émancipation sociale, assurant effectivement l'égalité des droits, et l'exercice égalitaire et légitime du pouvoir de tou-te-s. De manière générale, il est sans doute indispensable, dans cette optique, de mesurer la portée réelle des critiques sociales, qui peut s'avérer très inégale. Celles-ci ne se résument bien sûr pas à des discours, tels que des conversations, une conférence ou la publication d'un écrit, puisque la remise en question sociale s'effectue aussi par des actions sous forme, par exemple, de grèves, de manifestations populaires ou d'expériences d'organisation alternatives. Un tel examen de la critique sociale peut contribuer à éclairer la large multiplicité de secteurs sociaux où, dans ses différentes modalités, l'émancipation a pu, peut ou pourrait à l'avenir se réaliser, de manière à nourrir une interrogation et un éclairage sur les diverses options théoriques et pratiques actuelles. Notre ouvrage ne traite certes pas directement des questions stratégiques de l'action collective, mais il voudrait contribuer à la non moins nécessaire réflexion sur les enjeux théoriques et les fins politiques de l'émancipation sociale, dont nous pensons que la critique sociale, y compris dans ses dimensions quotidiennes ou stratégiques, ne peut pas se passer. Pour penser et agir dans la société en vue de l'émancipation de toutes et tous, il faut en effet comprendre le fonctionnement des processus de domination ; mais aussi questionner, préciser et faire circuler les multiples enjeux, stratégies, références, projets et cultures des différentes formes de critique sociale. C'est notamment pour cette raison que la critique théorique nous paraît politiquement utile et indispensable, et c'est à cela que voudrait contribuer cet ouvrage.

Présentation et parcours de l'ouvrage

Cet ouvrage collectif s'organise en quatre parties dont chacune s'ouvre sur un entretien. Ceux-ci permettent d'aborder certains des enjeux abordés au cours des chapitres dans un format moins dense, sous la forme d'un dialogue vivant avec certain-e-s des intellectuel-e-s majeur-e-s de la critique sociale contemporaine.

La première partie traite de la question des tensions entre critique sociale et projets d'émancipation. Elle s'ouvre sur un entretien avec Luc Boltanski dans lequel il revient, en rapport avec sa propre trajectoire intellectuelle, sur les liens entre sociologie, émancipation et critique sociale. Il rappelle d'abord la liberté des sciences sociales critiques de l'après-68 – alors qu'il travaillait dans l'équipe de Pierre Bourdieu –, selon lui bien plus importante que celle que permettent les conditions universitaires actuelles. Luc Boltanski revient sur la façon dont il vécut cette période et, notamment, les événements de 68, pour en souligner certaines des dimensions émancipatrices. Il rappelle également la façon dont des discours capitalistes ont su ensuite emprunter ses thèmes à la critique pour les retourner contre elle. Cette phase est cependant terminée et il faut analyser une période présente marquée par un retour d'une critique conservatrice et par un capitalisme qui n'est plus assez mis en

danger par la contestation sociale. Dans ce contexte, repenser une sociologie actuelle des classes sociales, et en particulier des nouvelles formes d'élite, s'avère un enjeu important. Il importe donc de repenser l'émancipation, notamment dans un dialogue critique avec la perspective libertaire, pour réfléchir à d'autres façons de vivre et de travailler, dans un monde où la règle est déjà sans arrêt ouverte à l'interprétation et à la discussion. Il s'agit ainsi de retrouver l'articulation originaire de la sociologie à la critique, en dépit des tensions qu'elle peut susciter.

Dans le deuxième chapitre, Irène Pereira propose d'explicitier les tensions entre critique et émancipation qui traversent l'histoire de la philosophie et des sciences sociales, en particulier dans la confrontation entre marxisme et anarchisme. En effet, la théorie critique comme objectivation des rapports de domination peine à penser la suppression de ces rapports et l'effectivité de l'émancipation ; alors qu'à l'inverse la description des capacités critiques des acteurs et de la créativité de leur agir contribue à invisibiliser certaines contraintes et oppressions sociales. L'auteure convoque alors la pensée de Georges Sorel, sociologue et syndicaliste du début du xxe^e siècle, dont le nom reste attaché à une œuvre longtemps considérée comme sulfureuse en raison de la légitimation de la violence révolutionnaire dont elle témoigne. La figure de Sorel permet cependant, dans sa perspective, de dépasser les tensions entre critique sociale et émancipation et d'en proposer une articulation théorico-pratique. Irène Pereira s'efforce alors de montrer comment, de l'intérieur même de l'œuvre et de la pratique militante de Sorel, on peut dégager le cadre d'une «?sociologie pragmatique critique?» : elle met ainsi en dialogue de manière très originale, une tradition récente de la sociologie française, la sociologie pragmatique (représentée dans cet ouvrage par Luc Boltanski), et la pensée d'un auteur trop méconnu. La sociologie des mouvements sociaux à l'œuvre chez Sorel serait fondée sur une épistémologie «?pragmatiste?» (en référence à la philosophie américaine du même nom) qui rendrait possible une analyse de la lutte des classes (dimension critique) immanente aux luttes d'émancipation des acteurs sociaux (dimension pragmatique). L'analyse critique de l'émancipation se voit ainsi délestée de ses oripeaux «?scientistes?» et peut se fonder sur une possibilité de transformation sociale actualisée dans les luttes : le concept sorélien de «?mythe?» de la grève générale témoignant de cette coïncidence, dans la mesure où il constitue une image mobilisatrice qui se fonde sur une connaissance objective de la réalité des rapports de force.

Dans le troisième chapitre, Fabien Delmotte souligne les ambiguïtés de la notion d'émancipation, afin d'inciter à distinguer notamment le sens d'une émancipation démocratique de la signification de l'émancipation aux racines de la perspective néolibérale. Cette problématique peut conduire à un détour historique par le xviii^e siècle anglais, qui voit s'affirmer l'État de droit parlementaire, une forme d'émancipation de l'économie à l'égard de l'ordre social et politique antérieur et une culture de l'«?individualisme possessif?». Ces transformations étaient et peuvent toujours être distinguées de celles que suppose une logique émancpatrice démocratique. Ces remarques, qui peuvent se nourrir d'une certaine réception critique française au xviii^e siècle, enjoignent de critiquer les principes de représentation et de délégation de pouvoir, mais également de discerner les conditions sociales d'ensemble nécessaires à la liberté démocratique, c'est-à-dire de repenser aussi la question sociale, l'égalité ou le refus d'une culture globale axée sur la compétition et l'acquisition. À une rhétorique «?néolibérale?» de libération de l'économie, alors que se pose particulièrement le problème de l'inégalité des richesses, il faut opposer une émancipation démocratique, levant les obstacles au principe d'une subordination de la sphère économique aux institutions exprimant les décisions collectives prises, dans l'intérêt public, par les membres de la

société, aussi égalitairement que possible, en mesurant la radicalité des transformations que cela implique.

La deuxième partie, qui porte sur les enjeux critiques et politiques d'une pensée contemporaine de l'émancipation sociale, notamment dans une perspective marxiste ou postmarxiste, concentre ses analyses sur les rapports entre émancipation, activité politique, capitalisme et travail.

L'entretien avec Jacques Rancière commence par déplacer l'opposition entre émancipation individuelle et émancipation collective: il revient notamment sur ses premiers travaux au sujet de l'émancipation sociale et des expériences de certains ouvriers au xix^e siècle pour vivre et travailler, ici et maintenant, autrement. Il rappelle ensuite la manière dont, tout au long de son œuvre, il a essayé de défendre la logique politique de l'égalité, qui fait irruption, dans certains «moments politiques», contre la répartition sociale inégalitaire des rôles et des places. C'est ce qui explique son rapport critique aux sciences sociales et aux théories politiques classiques, fussent-elles révolutionnaires: il défend l'hypothèse radicale de l'égalité et de la capacité de tou-te-s à prendre collectivement leur vie en main, et ce, contre les explications, théoriques ou stratégiques, des raisons pour lesquelles nous serions, dans la vie de tous les jours ou dans les luttes actuelles ou à venir, inégaux. C'est dans cette perspective que Jacques Rancière aborde, notamment, les processus révolutionnaires du Printemps arabe, les émeutes des dernières années en France et en Angleterre et les mouvements Occupy et Indignés ; mais aussi le renouveau relatif de la critique du capitalisme et de la perspective communiste dans la critique sociale récente. Il refuse ainsi l'objectif de la «prise du pouvoir», à quoi il oppose une lutte des classes dans laquelle c'est la lutte elle-même, et non la position sociale, qui définit les enjeux, et une forme de communisme basé sur ce qu'il nomme «l'hypothèse de la confiance». Celle-ci est au cœur même, selon lui, du communisme, de la démocratie radicale et de la thèse de l'égalité: il s'agit de la confiance dans la capacité de tou-te-s à exercer collectivement le pouvoir. C'est pourquoi Jacques Rancière insiste sur le fait qu'il n'a jamais proposé de «théorie politique»: sa pensée de l'émancipation est d'abord une défense de l'autonomie d'une activité politique radicalement démocratique, décrochée de toute théorie ou institution qui prétendraient en fixer à l'avance les formes légitimes.

Dans le deuxième chapitre, Stéphane Haber questionne le sens et la possibilité d'une émancipation du capitalisme. Il défend l'idée que la théorie sociale et politique, particulièrement si elle veut réactualiser le concept d'émancipation dans le contexte contemporain, doit aujourd'hui prendre au sérieux l'idée qu'une société postcapitaliste est possible et souhaitable. Mais pour cela, elle doit également se confronter directement aux critiques théoriques et politiques adressées tout au long du xxe siècle à l'encontre de la thématique de l'émancipation du capitalisme. Stéphane Haber présente et interroge donc trois objections majeures à cette hypothèse théorique et politique: l'argument anti-essentialiste, qui soutient que «le capitalisme» en général n'existe pas et ne peut donc être dépassé ; l'hypothèse anti-utopiste, qui objecte que les échecs historiques des socialismes au xxe siècle ont définitivement disqualifié l'idée même d'une société moderne postcapitaliste, condamnée dès lors à rester une utopie plus ou moins dangereuse?; et l'argument anti-historiciste, qui oppose aux pensées de l'émancipation sociale comme sortie du mode de production capitaliste des problèmes théoriques et normatifs spécifiques qu'elle ne saurait prendre en charge. Il répond ensuite à ces objections, en défendant l'intérêt théorique et la pertinence historique et politique de la perspective de l'émancipation du capitalisme aujourd'hui. Stéphane Haber insiste notamment sur le caractère plausible et éclairant des descriptions théoriques du fonctionnement et des

contradictions systémiques du capitalisme contemporain ; sur les expériences et tentatives de transformations sociales actuelles, minoritaires, mais réellement existantes, d'organisation non capitaliste de la production et de la vie collective ; et sur la capacité de la perspective de l'émancipation sociale à prendre en charge d'autres préoccupations légitimes, telles que l'émancipation individuelle, la justice et la démocratie. Il défend au final la thèse que le projet pratique de s'émanciper du capitalisme est politiquement crédible et théoriquement essentiel.

Dans le troisième chapitre, Alexis Cukier part du diagnostic que la question du travail demeure, et doit rester, au cœur de la réflexion théorique et politique contemporaine sur l'émancipation sociale. Il défend plus spécifiquement la thèse de la centralité politique du travail, c'est-à-dire de son importance cruciale dans l'expérience et l'organisation du pouvoir?; dans ses dimensions d'aliénation capitaliste - de dépossession du pouvoir - comme d'émancipation sociale?: de réappropriation, d'exercice et de partage égaux du pouvoir. Il s'appuie dans cette perspective sur l'examen de quelques théories critiques récentes du travail, comme activité d'une part (dans la psychodynamique du travail et certaines théories féministes), et comme salariat d'autre part (considéré comme catégorie de domination ou à l'inverse comme levier d'émancipation politique). Il propose une présentation et une mise en dialogue de ces théories, qu'elles soient complémentaires (Christophe Dejours, Danièle Kergoat, Pascale Molinier) ou explicitement antagoniques (la «?critique de la valeur?», notamment du collectif Krisis et d'Anselm Jappe vs Bernard Friot), dans la perspective de la question du pouvoir?: comment les rapports sociaux se concentrent et se jouent-ils dans l'organisation du travail ? De quels processus de domination s'agit-il de se libérer et pour réaliser quelle forme de pouvoir collectif ? Sur la base de ces théories critiques contemporaines, il plaide pour une révolution radicale de l'organisation du travail, afin qu'il devienne effectivement une activité politique de transformation des institutions et d'exercice commun du pouvoir.

La troisième partie interroge les notions de culture, d'identité et de violence pour montrer leur importance dans l'ouverture de nouveaux horizons de la critique sociale et des conceptions contemporaines de l'émancipation.

Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, Elsa Dorlin questionne, à partir de la figure du penseur et militant martiniquais Frantz Fanon, la pertinence de la catégorie d'émancipation pour penser la déprise de formes de domination à l'image de la colonisation. Elle lui substitue celle de libération pour décrire le processus de désidentification par lequel les colonisés deviennent véritablement des sujets politiques. Or, l'originalité de sa lecture de Fanon est de prendre au sérieux le fait que cette libération advient dans et par la violence, qu'elle qualifie de «?hors de soi?»: elle est en effet une pratique de soi par laquelle le sujet aliéné se réapproprie son corps et sa puissance d'agir. À ce titre, la critique sociale doit se méfier des réflexes de moralisation et de condamnation hâtifs qui visent à condamner toute lutte politique qui prendrait la violence comme répertoire d'action. Pour Elsa Dorlin, le féminisme français a d'ailleurs trop rapidement évacué la question de la violence alors que de nombreux mouvements de libération, à l'image de celui des droits civiques, l'avaient pourtant mis au centre des pratiques de lutte, notamment sous la forme de l'autodéfense. Elle montre ainsi qu'une critique sociale féministe et radicale ne peut donc pas faire l'économie d'une réflexion sur la pratique de la violence comme mode de subjectivation politique.

Est-il possible de penser les cultures et les identités comme des capacités de résistance et des vecteurs d'émancipation?? C'est ce que propose Hourya Bentouhami dans le deuxième chapitre, en défendant le projet d'une démocratie adossée à un multiculturalisme critique.

Ce dernier ne doit pas se confondre avec des formes managériales ou commerciales qui réduiraient la culture à un simple produit, de même qu'il doit combattre le libéralisme comme culture hégémonique triomphante qui se fait passer pour un universalisme de bon sens. Ce projet résulte d'une cartographie philosophique des notions d'identités et de culture au travers des Colonial Studies et Cultural Studies, et des débats que ces travaux ont suscités. À l'issue de ce parcours, on comprend que si identité et culture sont incontournables pour penser aujourd'hui l'émancipation, ce n'est pas parce qu'il faudrait les brandir comme des étendards figés, mais parce que leur mise en récit polyphonique est une condition nécessaire pour contrer les effets de violence symbolique qui pèsent sur les groupes dominés et subalternisés. La négociation que l'auteure appelle de ses vœux sera l'opérateur critique de ce communautarisme démocratique : s'il s'agit de lutter contre les nouveaux visages du racisme, la critique sociale a pour tâche de favoriser une traductibilité réciproque des cultures et des identités. La négociation se doit de mettre au jour les peurs et les fantasmes, ouvrant des horizons de commensurabilité entre les différentes identités, en maintenant toujours possible le jeu des différences.

Olivier Voirol, dans le troisième chapitre, pose la question de l'émancipation dans son rapport spécifique à la culture, à partir d'une réflexion sur l'héritage tant de l'École de Francfort que des Lumières allemandes. Ces dernières, dont Schiller est un des meilleurs exemples, donnaient à la culture un rôle de formation de l'individu et de transformation de son rapport au monde, de dépassement des contraintes et des restrictions premières. Mais cette dimension libératrice de la culture, telle qu'elle s'exprimait au xviii^e siècle, semble s'être épuisée au fil des siècles. La Théorie critique, en particulier Adorno et Horkheimer, a elle-même jeté la suspicion sur ce projet dans les conditions du capitalisme monopolistique et de la société administrée. Aujourd'hui, les défenseurs de la culture s'inscrivent cependant le plus souvent dans une démarche conservatrice et élitiste. Refuser d'adopter cette position ne doit pourtant pas impliquer de renoncer à toute critique des processus contemporains d'aplatissement culturel ou conduire à prôner le relativisme. Il importe plutôt de s'interroger sur les conditions d'un lien nouveau entre culture et émancipation qui prendrait acte des impasses où cet effort a pu conduire, notamment au regard du devenir des cultures contestataires des années soixante.

Enfin, la quatrième et dernière partie de l'ouvrage proposent des analyses de la manière dont les réussites et les échecs historiques, ainsi que les problèmes contemporains des luttes sociales, conditionnent aujourd'hui, et pourraient orienter à l'avenir, les théories critiques de l'émancipation.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Razmig Keucheyan commence par rappeler, dans le prolongement de son ouvrage *Hémisphère gauche*, l'importance, pour penser l'émancipation, d'une analyse du rapport entre la cartographie des théories critiques contemporaines et la périodisation historique des luttes sociales. Cette analyse sociologique et historique est indispensable pour comprendre comment les questions politiques cruciales de notre temps – et notamment celles des formes de sujet collectif, d'organisation et de convergence des luttes possibles et souhaitables dans le contexte contemporain – sont et peuvent être effectivement envisagées aujourd'hui dans la critique sociale théorique comme militante, à une échelle internationale. Dans cette perspective, il propose notamment des éléments de réflexion sur les transformations du mouvement ouvrier, les nouveaux types de rapports entre théories et luttes sociales, et sur certaines des spécificités de la situation en France, marquée notamment par la vitalité, mais aussi la fragmentation du mouvement social et politique – qu'une des tâches théoriques et politiques urgentes aujourd'hui est de résorber. Enfin, en abordant quelques-uns de ses

travaux et de ses engagements actuels, il défend une position marxiste exigeante et ouverte, notamment, à la question de l'écologie politique. Il présente ainsi quelques pistes pour utiliser les outils du marxisme afin de comprendre certains problèmes écologiques concrets qui se posent aujourd'hui, projet qui constitue à ses yeux une priorité théorique et politique.

Dans le dernier chapitre, Christian Laval pose la question de la mobilisation des classes populaires, ou plutôt de son apparente démobilisation sociale face à des politiques néolibérales qui l'affectent pourtant directement. Qu'une fraction significative de celles-ci ait voté pour la droite aux élections présidentielles de 2007 est, par exemple, un fait frappant. Cette interrogation implique de s'interroger sur la « capacité politique » – suivant la formule de Proudhon – de ces classes populaires, en mettant au centre de l'analyse le problème de la délégation. La situation actuelle résulte moins d'une carence en termes d'offre politique que d'une histoire à plus long terme qui vit des bureaucraties se substituer à l'action autonome du mouvement ouvrier. Celle-ci ne doit pas être comprise selon une conception spontanéiste, mais comme le résultat d'un processus historique qui demande à être entretenu, notamment par l'organisation de la classe. Nous assistons aujourd'hui à une «?déconstruction de la classe ouvrière?» dont il s'agit de comprendre a contrario comment elle a pu se construire historiquement, s'autocréer. Cette situation pose ainsi le problème de la contribution possible de l'intellectuel critique, dans le contexte contemporain, à une nouvelle culture politique de masse anticapitaliste.

À travers ce parcours, cet ouvrage¹² voudrait donc contribuer à élucider la notion d'émancipation, à éclairer les recherches contemporaines qui l'interrogent et la défendent, et à diffuser, approfondir et prolonger le renouveau de la critique sociale. Nous espérons qu'il intéressera toutes celles et ceux qui, militant-e-s et/ou chercheur-e-s, sont engagé-e-s dans la réflexion et l'action pour l'émancipation sociale.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

références

Cet ouvrage s'est construit dans le prolongement du colloque « Actualités de

↑ **1** l'émancipation et métamorphoses de la critique sociale », Sophiapol/ACAE/ED139, université Paris-Ouest Nanterre, 23 et 24 septembre 2011.

↑ **2** Voir notamment Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne*, Paris, Minuit, 1979.

↑ **3** Voir notamment Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Cf. Luc Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris,

↑ **4** Gallimard, 2009, dans le prolongement, notamment, de Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, op. cit.

↑5 Cf. Jacques Rancière, *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 2004 (1973), et ses prolongements, notamment, dans *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

↑6 Pour ne s'en tenir qu'à quelques parutions récentes, voir, par exemple, dans des perspectives très différentes, par ordre alphabétique : Antoine Artous, *Démocratie, citoyenneté, émancipation*, Paris, Syllepse, collection « Mille marxismes », 2010 ; Philippe Cardon, Danièle Kergoat et Roland Pfefferkorn (sous la dir. de), *Chemins de l'émancipation et rapports sociaux de sexe*, Paris, La Dispute, collection « Le genre du monde », 2009 ; Christophe Dejours, *Travail vivant. Tome II : Travail et émancipation*, Paris, Payot, 2009 ; Katia Genel, *Autorité et émancipation*, Paris, Payot, 2013, Lucien Sève, *Aliénation et émancipation*, Paris, La Dispute, 2011.

↑7 Selon le philosophe américain Bryce Gallie, il existe un type de concept dont les usages ne peuvent pas faire l'objet d'une définition consensuelle, notamment parce qu'ils sont toujours liés à des jugements sur ce qui doit être. Ils peuvent en outre être formulés de diverses manières qui sont en concurrence les unes avec les autres, de sorte que chaque usage du concept est offensif ou défensif et donc nécessairement contesté. Bryce Gallie, « Essentially contested concepts », *Proceeding of the Aristotelian society*, 56 (1955-1956).

↑8 On peut citer par exemple le groupe Chipko, mouvement de femmes indiennes pour la sauvegarde de la forêt. Des mouvements comparables, que l'on peut qualifier d'écoféministes, existent en Amérique latine, au Nicaragua, au Chili ou au Brésil. Voir notamment Carolyn Merchant, *The Death of Nature: Women, Ecology and the Scientific Revolution*, San Francisco, Harper and Row, 1996, et, pour une introduction en français, Maria Mies et Vandana Shiva, *L'écoféminisme*, Paris, L'Harmattan, 1999.

↑9 Voir, notamment, Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002.

↑10 La liste des travaux à ce sujet serait longue mais nous tenons à mentionner le numéro 25 de Tracés. Revue de sciences humaines « Éducation/Émancipation » (ENS Éditions, à paraître, 2013) réalisé par le collectif « Actualité des concepts d'aliénation et d'émancipation » (ACAE), avec lequel ce projet d'ouvrage s'est construit.

↑11 Franck Poupeau, *Les mésaventures de la critique sociale*, Paris, Raison d'agir, 2012 ; Philippe Corcuff, *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, 2012 ; Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Éditions Zones, 2010 ; Alain Loute et Marc Maesschalck (sous la direc. de), *Nouvelles critique sociale. Europe-Amérique latine, aller-retour*, Monza, Polimetrica, 2011.

↑12 Nous voudrions remercier les contributrices et contributeurs de cet ouvrage, mais aussi toutes celles et ceux qui ont rendu possible le colloque dont il constitue un prolongement, et qui ont contribué, de différentes façons, à la réalisation de cet ouvrage, et notamment les membres du collectif « Actualité des concepts d'aliénation et d'émancipation » (Adrien Chassain, Paulin Clochec, Gilles Guilem Couffignal, Clémence Fourton, Chloé Le Meur, Marc Le Normand, Damien Simonin, Marine Trégan), le collectif du séminaire Émancipation de l'ENS-Ulm, ainsi que Robert Damien, Stéphane Haber, Olivier Gaudin, Amélie Jeammet, Christian Lazzeri, Delphine Mondout, Frédéric Monferrand ; ainsi que Carol Duheyon et Alain Oriot pour leur coopération.